

**PARTIE I**

**ÉCONOMIE  
DE CRISE,  
ÉCONOMIE  
EN CRISE**

## → 1973-2007 : crise ou simple contraste après une croissance exceptionnelle ?

Paul A. Samuelson écrivait que « la croissance des années 1960 fut une sorte de miracle économique ; la véritable question n'est pas de savoir pourquoi les choses vont si mal aujourd'hui, mais comment elles ont pu aller si bien à cette époque ». La période actuelle ne serait donc pas vraiment une période de crise mais contrasterait simplement avec la forte croissance de la période précédente.

### 1 LA CROISSANCE DES ANNÉES 1960 PEUT ÊTRE QUALIFIÉE DE MIRACLE ÉCONOMIQUE

---

#### A Une croissance exceptionnelle conduisant à un développement rapide

- ▶ La croissance des années 1960 fut beaucoup plus forte que celle de toutes les autres périodes de l'histoire économique.
 

Entre 1950 et 1974, le taux de croissance annuel moyen des pays de l'OCDE était de 4,2 % (5,5 % pour la France).

De tels taux de croissance n'avaient jamais été égalés : jusqu'en 1913, et malgré les deux révolutions industrielles, le taux de croissance annuel de la France n'a jamais dépassé les 2,5 % sur moyenne période (1,8 % en moyenne entre 1890 et 1913, période de croissance harmonieuse). Entre les deux guerres et jusqu'en 1930, le taux de croissance français fut l'un des plus élevés des pays industrialisés, sans pour autant dépasser 3 %.
- ▶ Cette forte croissance a conduit à un **développement très rapide** caractérisé par :
  - de fortes **hausse du pouvoir d'achat** et une marginalisation de la pauvreté ;
  - la **consommation de masse** et l'apparition d'une société de loisirs ;
  - le développement de la **protection sociale** et plus largement de l'**État providence** ;
  - l'**amélioration de la qualité de vie** de la population : éducation, santé, assurances contre les risques...

#### B Un grand nombre de conditions ont favorisé cette croissance, mais elles ne sont plus réunies depuis 1973

- ▶ La conjonction d'un grand nombre de **facteurs favorables** a rendu cette croissance possible :
  - la croissance démographique (baby-boom) ;
  - le développement du crédit ;
  - les interventions de l'État ;
  - les fortes croissances de la consommation et de l'investissement ;
  - la concentration des entreprises et la production de masse ;
  - l'internationalisation des échanges...

- **Depuis 1973, un retournement de conjoncture s'est produit.** Les conditions de la croissance ne sont plus toutes réunies et l'économie semble en crise. Mais les déséquilibres sont d'une amplitude moins forte que ceux des crises précédentes ; ils sont, en revanche, plus durables. Ainsi, il est parfois considéré que nous ne traversons pas une crise économique, mais que nous vivons un nouveau mode de fonctionnement économique qui résulte de la mondialisation : une croissance ralentie qui contraste avec la croissance des Trente Glorieuses mais pas avec celle des autres périodes de l'histoire économique.

## 2 LA PÉRIODE DE 1973 À 1999 EST EFFECTIVEMENT UNE PÉRIODE DE DÉSÉQUILIBRES

---

### A Depuis 1973, les taux de croissance ne sont pas particulièrement faibles...

- **C'est une récession par rapport à la période précédente.**

L'activité économique a connu un net ralentissement en 1973 et, depuis, la récession perdure mais avec de très fortes fluctuations qui donnent un caractère cyclique à l'économie :

- importantes fluctuations conjoncturelles de la croissance de 1973 à 1980 ;
- accentuation de la crise durant la première moitié des années 1980 ;
- reprise économique durant la deuxième moitié des années 1980 ;
- nouvelle récession dans les années 1990 ;
- reprise économique à la fin des années 1990 ;
- nouvelle récession au début des années 2000.

- **Il ne s'agit pas d'une dépression.**

La croissance depuis 1973 est beaucoup moins élevée qu'au cours des Trente Glorieuses, mais elle n'est pas particulièrement faible comparée à celle des autres périodes de l'histoire. Ainsi, en France, entre 1974 et 2005, le taux de croissance annuel moyen dépasse 1,5 %.

### B ... mais l'économie connaît toutefois des déséquilibres importants

- **Des déséquilibres monétaires et financiers importants.**

- **Des tensions inflationnistes** (surtout jusqu'au milieu des années 1980) ont nécessité la mise en place de politiques restrictives.
- De nombreux agents économiques se sont **surendettés** (profitant du faible coût du crédit dans une économie d'endettement).
- **Des déséquilibres financiers considérables** car, après le gonflement de la bulle spéculative dans les années 1980, les marchés financiers sont incertains et le risque de crise boursière est important.

- **Des déséquilibres sociaux.**

En raison des grands problèmes sociaux qu'elle induit, la période actuelle ne peut être qualifiée autrement que par le terme de « crise ». Il s'agit essentiellement du chômage et de la précarisation de l'emploi qui conduisent à un développement de la pauvreté.

*La croissance des années 1960 était exceptionnelle ; il n'en demeure pas moins vrai que la période actuelle est une période de déséquilibres économiques majeurs.*

## → L'économie est-elle cyclique ?

*L'intérêt des économistes pour les cycles est lui-même cyclique. Fortement marqué avant 1945, il décline au cours des Trente Glorieuses à une époque où les politiques keynésiennes se faisaient fort de lisser les mouvements de l'économie. Ce thème réapparaît avec force au cours des années 1980 alors que l'économie devient plus concurrentielle.*

### 1 ALORS QUE L'AMPLITUDE DES CYCLES ÉCONOMIQUES S'ÉTAIT ATTÉNUÉE APRÈS 1945...

#### A Des cycles économiques, fortement marqués avant 1945...

Les fluctuations économiques au cours du XIX<sup>e</sup> siècle ont permis de mettre en évidence plusieurs cycles économiques.

- ▷ D'une périodicité de 8 à 10 ans, le **cycle majeur**, appelé aussi **cycle des affaires** ou encore cycle Juglar du nom de l'économiste qui l'a étudié, est caractéristique d'une économie régulée par le marché. Au cours de la phase montante du cycle, les entreprises investissent massivement, ce qui, compte tenu du temps de mise en œuvre des nouvelles capacités de production, conduit à une situation de surproduction et de surinvestissement. Suit alors une récession qui permet aux entreprises de résorber les capacités de production excédentaires jusqu'à ce que de nouvelles opportunités d'investissement apparaissent.
- ▷ Ces cycles majeurs se superposent à des fluctuations plus longues, dont la périodicité est d'une cinquantaine d'années, et que l'on appelle **cycles Kondratiev**. J. A. Schumpeter attribue ces mouvements à la diffusion de « **grappes d'innovations** » qui soutiennent la croissance pendant près de 25 ans jusqu'à ce que leurs effets bénéfiques s'épuisent.

#### B ... s'étaient estompés depuis

- ▷ Fortement marqués avant 1945, les cycles majeurs se sont estompés au cours des Trente Glorieuses. Ainsi, de 1960 à 1973, la croissance du PIB était relativement stable autour de 5,3 % et ne variait guère de plus de 1,5 ou 2 points. Le premier choc pétrolier n'a pas marqué la fin de cette régularité et, si l'on fait exception de l'année 1975, la croissance économique, bien que ralentie, est restée régulière jusqu'en 1979.
- ▷ **Plusieurs phénomènes ont favorisé la régularité des performances économiques :**
  - la **diffusion du taylorisme** dans les entreprises avait permis, grâce à des gains de productivité élevés, d'augmenter durablement à la fois les salaires et les profits ;
  - l'**institutionnalisation des relations** entre les syndicats, le patronat et l'État avait, en réduisant considérablement le rôle des mécanismes de marché dans la détermination des salaires, autorisé une croissance forte et régulière des salaires ;

- la **protection sociale**, du fait de la socialisation des revenus, avait rendu la consommation moins dépendante des éventuelles fluctuations économiques ;
- enfin, l'État a joué un rôle de régulateur de l'économie en mettant en œuvre des **politiques contracycliques**.

## 2 ... DEPUIS LES ANNÉES 1980, L'ÉCONOMIE SEMBLE REDEVENIR CYCLIQUE

---

### A La concurrence favorise les cycles

- ▮ De 1978 à 2010, l'économie française a connu une succession de périodes de récession et d'expansion. Un même phénomène est observable dans tous les pays développés, à ce détail près que le cycle des pays de l'Europe continentale est déphasé par rapport à celui des pays anglo-saxons.
- ▮ **La déréglementation partielle du marché du travail a accentué l'ampleur de ces fluctuations.** La désindexation des salaires sur les prix et la plus grande liberté accordée en matière de licenciements permettent aux entreprises de compresser leurs coûts en période de ralentissement économique mais contribuent à pénaliser la demande. Les ralentissements économiques sont donc aujourd'hui plus marqués qu'au cours des Trente Glorieuses.

### B La fin des politiques économiques contracycliques ?

- ▮ **Certains pays mettent encore en œuvre des politiques contracycliques** ; ainsi, les États-Unis interviennent parfois de façon ciblée et le Japon a appliqué une série de politiques de relance, mais globalement les politiques conjoncturelles contracycliques sont abandonnées au profit d'une politique d'inspiration monétariste qui, dans tous les cas, privilégie la stabilité des prix. Le traité de Maastricht stipule que la politique monétaire ne peut être utilisée que dans un objectif de stabilité des prix et qu'il n'est pas question de la mettre en œuvre pour lutter contre le chômage.
- ▮ Des économistes comme Milton Friedman ou comme les nouveaux économistes classiques (dont le chef de file est Robert Lucas) affirment que la politique économique doit être crédible et donc conserver les mêmes orientations sur le long terme. Il faut **abandonner les politiques discrétionnaires au profit des politiques de règles**. Dans ce contexte, la politique économique n'a plus de rôle à jouer sur les cycles.
- ▮ Face à l'ampleur de la récession de 2008/2009, les États des pays développés ont renoué avec les politiques de relances ; certaines, comme celle des États-Unis, ont été particulièrement vigoureuses.

*Une substitution partielle d'une régulation de l'économie par le marché à une régulation par l'État explique donc le retour des cycles économiques. Il n'en demeure pas moins que l'État a toujours une petite marge de manœuvre pour agir sur les cycles.*

## → Comment partager les gains de productivité ?

La productivité est la production par unité de facteur de production (travail ou capital); l'indicateur de productivité le plus couramment utilisé est la productivité du travail (production par personne employée).

Les gains de productivité sont utilisés de différentes façons: ils permettent de baisser les coûts de production et donc d'augmenter les profits et de baisser les prix, mais aussi d'augmenter les salaires ou de baisser la durée du temps de travail.

Durant les Trente Glorieuses, les gains de productivité étaient très élevés (en France, plus de 5 % en moyenne annuelle) et leur partage ne posait pas de problème majeur. Depuis le début des années 1970, le partage des gains de productivité est, en revanche, l'objet d'un important débat.

## 1 JUSQU'AUX ANNÉES 1980, LE PARTAGE DES GAINS DE PRODUCTIVITÉ A SURTOUT PROFITÉ AUX SALARIÉS

Si, durant les Trente Glorieuses, le partage des gains de productivité ne posait pas de problème majeur, à partir du début des années 1970, le ralentissement de la productivité rend nécessaires certains arbitrages qui s'opèrent, dans un premier temps, au profit des salaires.

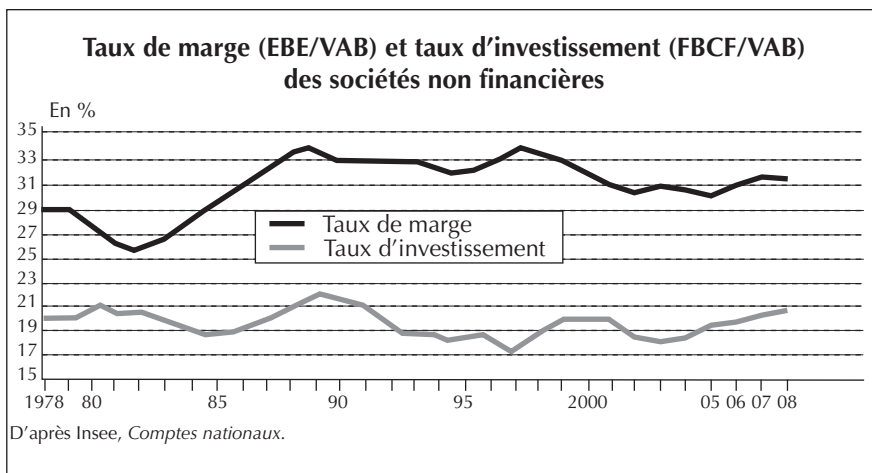
### A Le compromis fordiste des Trente Glorieuses

- ▶ Les théoriciens de l'école de la régulation (Michel Aglietta, Robert Boyer...) désignent l'expansion considérable des Trente Glorieuses par le terme de « croissance fordiste ». Le travail à la chaîne, la production de masse, la concentration des entreprises ainsi qu'un progrès technique important furent à la base de gains de productivité élevés dont le partage ne posait pas de problème majeur. Si, durant cette période, les conflits sociaux furent nombreux, il était généralement possible de satisfaire les revendications des salariés.
  - ▶ Les gains de productivité ont ainsi largement servi à augmenter les salaires, ce qui eut des effets positifs sur la demande et sur la croissance. Mais ces gains de productivité furent assez élevés pour permettre également des hausses sensibles du profit, et donc de l'investissement, ainsi qu'une faible réduction du temps de travail.
- En revanche, les gains de productivité n'ont été que peu utilisés pour diminuer les prix. En effet, un grand nombre de secteurs étaient alors abrités de la concurrence internationale par des mesures protectionnistes, et de la concurrence nationale par l'existence de monopoles et de prix administrés.

## B Durant les années 1970, les gains de productivité ont essentiellement favorisé les salaires...

- ▶ Dès la fin des années 1960, en raison des **limites de l'organisation traditionnelle du travail** et d'une tendance au surinvestissement, la productivité s'est ralentie et des **difficultés d'arbitrage pour le partage des gains de productivité** sont apparues.
- ▶ Le ralentissement de la productivité a essentiellement nui au profit tandis que les salaires ont absorbé une part croissante des gains de productivité pour deux raisons principales:
  - Les politiques économiques de l'époque étaient fortement teintées de **keynésianisme**; selon celles-ci, il importait, pour ne pas sombrer dans la spirale récessionniste et pour relancer la croissance, de favoriser la demande par le biais des hausses de salaire.
  - Les **syndicats**, qui étaient encore puissants, ont continué à exiger des hausses de pouvoir d'achat pour les salariés malgré la crise.

De ce fait, quoique moins forte que durant les Trente Glorieuses, la hausse des salaires perdura et absorba la majeure partie des gains de productivité. En France, ce phénomène a eu pour effet de faire passer la part des salaires et charges sociales dans la valeur ajoutée de 62 % en 1974 à 67 % en 1983.



## C ... mais, selon les libéraux, ce choix est préjudiciable à l'investissement et aux équilibres économiques

- ▶ Si la priorité accordée aux salaires est conforme à la pensée keynésienne, elle s'oppose aux principes libéraux. Selon les partisans de la **théorie de l'offre** ou **Supply side economics** (G. Gilder, A. Laffer...), pour permettre la croissance, il est nécessaire de **favoriser le profit et l'investissement, et non le salaire et la demande**.

Durant les années 1970, le **taux de marge** des entreprises (part du profit dans la valeur ajoutée) a fortement baissé passant, en France, de 30 % en 1973 à 26 % en 1981.

Cette baisse du profit eut de graves répercussions :

- pour pallier la réduction de leurs disponibilités financières permettant de s'autofinancer, certaines entreprises recoururent massivement au **crédit** et se surendettèrent;

– en outre, l'incertitude de la conjoncture économique jointe à la baisse des profits entraîna un **ralentissement durable de l'investissement**.

- ▮ Cette situation ne fut pas seulement préjudiciable aux entreprises mais constitua plus généralement un facteur d'**accentuation des déséquilibres économiques**.

En limitant les profits et les investissements, la hausse des salaires fut perçue comme un facteur de récession car, selon les libéraux, seul l'investissement est le moteur de l'économie.

De plus, cette politique se révéla inflationniste car :

– La demande a eu tendance à dépasser l'offre ; la hausse des salaires a en effet favorisé la **croissance de la demande alors que l'offre était restreinte** par le manque d'investissement.

– **Les entreprises ont eu massivement recours au crédit**, ce qui a accentué la **création monétaire**.

À la fin des années 1970, la situation économique des pays industrialisés était mauvaise. Les politiques économiques d'inspiration keynésienne ne leur avaient pas permis de sortir de la crise ; elles semblaient au contraire avoir accentué l'inflation et limité l'investissement privé. Aussi les gouvernements adoptèrent des politiques économiques fondées sur les principes des libéraux et ceux des économistes de l'offre. Le partage des gains de productivité s'en trouva bientôt modifié au détriment des ménages.

## 2 DEPUIS LE DÉBUT DES ANNÉES 1980, LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ PROFITENT SURTOUT AUX ENTREPRISES

---

De nouvelles politiques économiques inspirées des principes libéraux et des économistes de l'offre sont mises en place à partir du début des années 1980 (1983 en France). Elles visent à utiliser les gains de productivité pour accroître les profits et l'investissement, tout en baissant l'inflation afin de rétablir la compétitivité extérieure. Certains de ces objectifs ont été atteints sans que pour autant les pays industrialisés sortent de la crise ; d'où un renouveau du débat sur le partage des gains de productivité.

### A Les politiques économiques qui modifient le partage des gains de productivité en faveur du profit et de la compétitivité...

- ▮ Les politiques économiques mises en place depuis le début des années 1980 ont permis d'**augmenter la part du profit dans la valeur ajoutée**. Les profits ont bénéficié des gains de productivité grâce à la modération des salaires et des impôts. Cela a profité à l'**amélioration de l'autofinancement** et à la **reprise de l'investissement**.

- ▮ Ces **politiques d'inspiration libérale ont aussi permis de faire baisser l'inflation afin d'assainir l'économie et de restaurer la compétitivité extérieure**.

Pour relancer durablement l'investissement, il était nécessaire que les entreprises aient des perspectives de vente suffisantes. Or, puisque la modération des salaires restreignait la demande intérieure, il devint essentiel de se tourner vers la demande extérieure, ce qui motiva la politique de désinflation compétitive.

Afin que les entreprises fassent les efforts requis pour augmenter leur productivité et leur compétitivité, une politique de restauration des conditions concurrentielles, de déréglementation et de libéralisation des échanges fut menée.



## B ... ont eu des résultats inégaux...

- ▶ Ces politiques ont permis d'augmenter le taux de marge puisque celui-ci dépasse à nouveau les 30 % à partir de 1988 en France.

L'**autofinancement** a aussi fortement progressé : le taux d'autofinancement français, qui était de 57 % en 1982, devient supérieur à 90 % à partir de 1986 mais redescend à partir de 1998 pour approcher de nouveau les 60 % à partir de 2001.

Dans un premier temps, l'**investissement** a augmenté, mais, en raison d'un manque de débouchés, il a de nouveau diminué à partir du début des années 1990 et son évolution est cyclique depuis.

- ▶ En raison de la volonté d'augmenter les exportations mais aussi parce que la crise a exacerbé la concurrence internationale, **les entreprises se sont livrées à une course à la compétitivité** exigeant des efforts importants au niveau des prix et absorbant une part non négligeable des gains de productivité.

Cette recherche de compétitivité a eu des effets positifs puisqu'elle a accru les débouchés extérieurs des entreprises françaises et qu'elle a ainsi participé au **redressement de la balance commerciale**. Mais ces débouchés extérieurs furent insuffisants pour relancer la croissance d'une façon efficace. Cette course à la compétitivité semble avoir eu des coûts importants. Au nom de cette compétitivité et de la rationalisation de la production, **les entreprises ont tendance à multiplier les licenciements afin de diminuer les coûts de production**.

## C ... ce qui renouvelle le débat

- ▶ Le nouveau partage des gains de productivité ne semble pas avoir tenu ses promesses, il n'a pas été source de croissance et il s'est réalisé au détriment des salaires. **H. Schmidt** pensait que « **les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les investissements de demain créent les emplois d'après-demain** », mais ce cercle vertueux n'a pas fonctionné.

Pour investir et produire, les entreprises ont besoin de vendre. La croissance par la hausse des exportations n'est pas une réelle solution ; lorsque les marchés nationaux ne se développent pas, toute hausse des exportations se réalise au détriment d'un autre pays. Au lieu de la **coopération internationale** nécessaire, chaque économie se livre à une compétition acharnée en vue d'exporter son chômage.

- ▶ La priorité accordée aux salaires durant les années 1970 s'était heurtée aux problèmes financiers des entreprises, mais la préférence pour les profits depuis les années 1980 s'est heurtée à l'insuffisance de la demande.

Le débat sur l'utilisation des gains de productivité reste donc ouvert. La solution qui semble la plus rationnelle pourrait être d'**opter, comme durant les Trente Glorieuses, pour un compromis entre les salaires, les profits et les prix** ; ainsi, les gains de productivité pourraient éventuellement être à nouveau facteurs de croissance.

Mais cette solution n'est pas la panacée : **tant que les gains de productivité restent faibles, le « gâteau » à partager demeure insuffisant**.

*Le débat sur le partage des gains de productivité rejoint le débat plus général sur les moteurs de la croissance. En période de croissance, l'expansion s'auto-entretient, mais en période de marasme il est nécessaire de savoir quelles sont les variables économiques à infléchir pour relancer la machine. Quoi qu'il en soit, les gains de productivité sont indispensables pour sortir du tunnel de la croissance ralentie.*